

Le café Politique reçoit

Jean Paul Delevoye
Médiateur de la République
Courbevoie - Stade Municipal le 23 Juin 2010.

Depuis sa création en 1973, l'institution du Médiateur de la République s'emploie à améliorer les relations entre l'administration française et le citoyen. A sa tête, nommé pour 6 ans et irrévocable, le Médiateur de la République examine au cas par cas l'inadaptation de certains textes ou procédures administratives ainsi que les excès de certains comportements. Il propose des solutions sur mesure et des réformes de fond de la société. C'est actuellement Jean-Paul DELEVOYE qui exerce cette fonction et ce, jusqu'en mars 2011. Il nous fait l'amabilité de présenter aux Courbevoisiens son institution.

Au niveau local, le Médiateur de la République est représenté sur le terrain par des délégués - actuellement près de 300 répartis sur toute la France.

Les délégués du Médiateur de la République accueillent les personnes physiques ou morales confrontées à un problème administratif - décision ou comportement de l'administration française. Après étude de leur dossier ils saisissent l'administration concernée au niveau local afin de trouver une solution à l'amiable au cas par cas et en équité, entre les deux parties.

S'ils ne parviennent pas à résoudre le problème, ils aident le réclamant à préparer un dossier qu'ils transmettront au Médiateur de la République, toujours par l'intermédiaire d'un député ou sénateur.

L'institution se veut être une passerelle afin de rétablir la confiance entre les administrés et l'administration.

Au niveau national, à la lumière des 76 282 réclamations traitées par ses services sur 2009, le Médiateur de la République est un véritable baromètre des comportements des citoyens et de l'administration.

Devant des Courbevoisiens particulièrement attentifs et intéressés, Jean Paul Delevoye fait donc également un point rapide sur l'Administration, par exemple la fragilisation du service au public et de l'accueil des citoyens mais surtout révèle de nouveaux comportements particulièrement intéressants des Français.

- l'émergence de plus en plus prononcée d'un usager consommateur de droits, mieux encore lui-même législateur selon ses propres critères. La loi n'apparaît plus comme le bouclier du plus faible contre le plus fort, capable de réduire les fractures de la société. Face à cela les français sont tentés de rompre le dialogue avec l'Administration et de faire leur propre loi, de « légaliser » leurs propres comportements « si je déterre

un champ d'OGM planté légalement, je réalise en réalité une opération de santé publique pour le bien de la société ».

- un sentiment de fragilité individuelle et collective, l'époque où le « vivre ensemble » se fondait sur l'existence de règles communes, sur des autorités de proximité les faisant respecter, et sur des citoyens qui les connaissaient et y adhéraient semble révolue. Les espérances collectives ont cédé la place aux inquiétudes collectives et aux émotions médiatiques. Trop distendu, le filet social qui doit atténuer les chocs en vient à infliger des blessures supplémentaires à ceux qu'il est censé aider.

D'autres pays comme l'Espagne, avec ses bars à Tapas, ou l'Italie, où la notion de famille reste ancrée, ont su garder des lieux de rencontres, de décompression, de « temps qui passe » ; en France, notre société en quête de repères et de lieux de vie se révèle aujourd'hui plus usée psychologiquement que physiquement.

- l'impact de la crise est venu aggraver la situation, accroissant le contraste entre la richesse collective de la France et la situation des moins favorisés. Selon JP Delevoye 12 à 15 Millions de Français sont au fil de l'eau d'un point de vue financier, souvent marqués par des ruptures aussi bien professionnelles, familiales, que géographiques. Un sentiment d'injustice mais aussi de rejet de l'autre pour assurer son confort personnel se diffuse dans la société. JP Delevoye perçoit l'urgence et la difficulté qu'il y a à contrer ce sentiment, mêlant angoisse et rancœur.

Sur son site « mediateur de la république.fr », JP Delevoye s'interroge sur les moyens pour, à partir du service public, contribuer à reconstruire les citoyens et restaurer le politique, voilà un beau programme, et pour les Courbevoisiens, une soirée bien intéressante.

Hervé de Compiègne